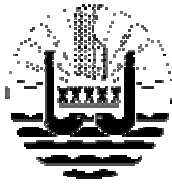


ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



AUDITIONS

COMMISSION D'ENQUÊTE

chargée de recueillir tous
éléments d'information sur les
conséquences des essais
nucléaires aériens entre 1966
et 1974 pour les populations
de la Polynésie française

M. Jacques-Denis Drollet
Audition du 13 septembre 2005

M. Jacques-Denis Drollet a été président de la Commission permanente de l'Assemblée territoriale.

M. Jacques-Denis Drollet : Mon histoire politique commence après le retour de la guerre dans l'association des volontaires. Oui, parce que j'ai été volontaire, j'ai fait 4 ans de guerre dans la marine et, au retour, nous nous sommes associés d'abord pour rechercher des postes. Quand on a fait la guerre et qu'on revient chez soi, on a besoin de travailler. Et nous recherchions des postes que nous n'obtenions pas. Et simultanément des missionnaires métropolitains débarquaient des bateaux qui arrivaient de France. Alors l'association des volontaires s'est opposée au débarquement des fonctionnaires. C'est une histoire que vous devez connaître.

Mme Unutea Hirshon: Avec Pouvanaa, donc ?

M. Jacques-Denis Drollet : Alors, je n'étais pas encore engagé politiquement. Mais ensuite je me suis mis au RDPT. J'ai été membre du RDPT à l'occasion des élections de 58. J'ai été élu en 58 jusqu'en 68. J'ai fait deux mandatures.

Mme Unutea Hirshon: Ensuite...

M. Jacques-Denis Drollet : Alors, pour en venir au CEP. Je me réfère un peu au questionnaire que vous m'avez transmis...

Commission : Est-ce que vous aviez fait le voyage au Sahara en 1963 ?

M. Jacques-Denis Drollet : Alors, alors je vais vous demander de me pardonner, j'ai une très mauvaise mémoire des dates, j'ai une mémoire des têtes mais des dates...

Mme Unutea Hirshon: On contrôlera les dates...

M. Jacques-Denis Drollet : Oui, j'ai fait ce voyage.

Mme Unutea Hirshon: C'est quel voyage alors ?

Bruno Barrillot : C'est le voyage où des élus, disons, de l'Assemblée ont été invités sur les sites d'essais du Sahara, donc dans le Hoggar vers la montagne d'In Eker.

M. Jacques-Denis Drollet : Je n'ai été qu'à In Eker et In Amguel.

M. Jacques-Denis Drollet : Il y avait un Giscard d'Estaing, je me rappelle plus lequel et le général Thiry.

M. Jacques-Denis Drollet : Ce Giscard était à la SODETEG je crois.

Mme Unutea Hirshon : C'est le quoi alors ?

La Commission : C'est en fait la SODETEG et après c'est devenu SODETRA ici. D'après disons mes informations, ils faisaient à la fois des travaux, mais il y avait aussi du personnel des services secrets qui surveillaient la population et les personnels qui travaillaient.

M. Jacques-Denis Drollet : Alors il faut que je vous dise qu'ils m'ont emmené dans le Sahara, parce que j'étais président de l'office du tourisme. J'avais beaucoup discuté de ça, surtout avec Sicurani. Sicurani était un esthète. Il m'a dit : il faut que tu ailles voir ce qui s'est installé au Sahara, et je suis allé pour cela. J'ai vu ces bâtiments, c'était des bâtiments militaires et puis beaucoup de « cabanes » françaises. Alors j'en ai rien conclu de bon, mais, j'y suis allé le matin, et je revenais le soir. Avec beaucoup de difficultés d'ailleurs.

M. Jacques-Denis Drollet : Mais il fallait qu'ils quittent le Sahara. Après coup, je réfléchis maintenant. C'est plutôt en lisant les livres d'aujourd'hui. On s'aperçoit que peut-être même l'emprisonnement de Pouvanaa était fait pour faciliter l'installation du CEP. C'est la question qu'on se pose. Peut-être. On peut dire ce qu'on voudra. Mais tu sais, Pouvanaa n'en a pas fait plus que ce qu'Oscar dit actuellement. Pas plus. Mais moi je peux dire qu'il n'était pas là à la bonne période, la période du CEP, c'était une période policière. Il y avait des flics partout.

La Commission : Quelle était votre position au moment de la mise en place du CEP ?

M. Jacques-Denis Drollet : J'étais président de la commission permanente et rapporteur budgétaire de l'Assemblée territoriale. Alors il faut que je vous dise qu'au moment où le RDPT a été interdit, il s'est disloqué et il y a eu la création d'un nouveau parti, qui s'appelait le Here Aià, Here Aià Te Nunaa la Ora. Les principaux dirigeants du Here Aià étaient Teariki et Jacques Tauraa. J'ai été rapporteur du budget territorial pendant cinq années successives de 64 à 68. A cette époque le budget était de 30 millions. Le premier budget que j'ai eu à traiter c'est de 30 millions. Il m'a fallu aller au ministère de l'outre mer pour quémander quelques millions et c'est tout juste si on me recevait.

Mme Unutea Hirshon : Le RDPT a été interdit suite à l'affaire Pouvanaa, c'est ça ?

M. Jacques-Denis Drollet : C'est ça. Quand j'étais en mission à Paris en 1964, parce que c'est une des dates d'ailleurs qui m'est rappelée par votre papier. Et il faut dire que lorsque le RDPT a été interdit, à la scission de ce parti, nous sommes restés à l'Assemblée. L'interdiction, c'était une façon de nous affaiblir.

M. Jacques-Denis Drollet : Le Here Aià était dirigé par Teariki et il y avait Jacques Tauraa comme membre influent, et moi je suis resté au RDPT. J'ai déclaré que je restais au RDPT, que c'était un parti interdit, mais qui pour moi continuait à exister. Alors il y a eu de nombreux électeurs et membres influents qui sont restés avec moi. C'était une espèce de plan pour dire que nous n'admettions pas la suppression d'un parti politique.

Alors, j'étais à Paris en 1964, j'ai été nommé par mes amis, par mes bons amis, rapporteur de la demande de l'Etat français du transfert de propriété et des compétences territoriales sur les atolls de Moruroa et Fangataufa. Il faut que je dise que les militaires et civils, les ingénieurs, étaient déjà sur le site depuis un certain nombre de mois. Nous l'ignorions, et ils avaient déjà acheté des terrains à Hao.

Mme Unutea Hirshon: Hao ?

M. Jacques-Denis Drollet : Et Moruroa, ils étaient en voie d'achat de Moruroa et de Fangataufa. Je ne sais pas à qui appartiennent ces atolls. Je me souviens d'un sénateur, certainement de la droite gaullienne, qui était sur place, parce qu'il avait un nom bizarre : il s'appelait Coudé de Forrestier. Je l'ai rencontré ici ce sénateur.

M. Jacques-Denis Drollet : Il était dans une commission sénatoriale pour l'achat du terrain à Hao. A Hao ils ont acheté le grand terrain à cause de la piste. Alors l'Etat avait déjà acheté très probablement de nombreux domaines, avant que nous nous soyons prononcés à l'Assemblée. Alors vous me demandez quel était mon niveau d'information personnelle sur les questions nucléaire. C'était de l'ordre de ce que l'on apprend dans le secondaire, la physique nucléaire, j'avais une notion très

vague. Et même sur les risques pour la santé, j'avais des notions vagues également. Je savais qu'il y avait des rayons dans les appareils de radiographie, mais.... J'étais instituteur et plutôt versé en pédagogie qu'en science. Aucune information ne nous a été donnée par les autorités du CEP au moment de l'implantation du CEP notamment sur les risques sanitaires. Aucune. Rien.

Bruno Barrillot : Alors comment en fait ils vous expliquaient la nécessité, c'était pour la défense nationale ? Comment ? Il fallait vous convaincre ?

M. Jacques-Denis Drollet : Attendez, je vais y venir. Alors vous me demandez si j'ai souvenir des documents qui m'ont été communiqués, si j'ai participé à des visites d'essais à Moruroa. Je n'ai jamais reçu de document pour la demande de dévolution des atolls de Moruroa et de Fangataufa à l'époque. On n'avait pas de documentation.

J'ai assisté au tir Bételgeuse, avec le Général de Gaulle. Lui il était sur un bateau et nous nous étions sur le porte-avions. Avec moi il y avait surtout des gens de l'Eglise protestante, Samuel Raapoto, Atani, René Quesnot et quelques autres conseillers mais je ne me souviens plus des noms. C'était un engin sous un ballon.

Mme Unutea Hirshon : On vous faisait porter un habit spécial pour aller regarder... ? Des lunettes... ?

M. Jacques-Denis Drollet : Oui, on te donne des chaussures et un habit un peu caoutchouté avec une cagoule et des lunettes, de grosses lunettes. Tu ne vois rien, c'est noir, tu ne vois que l'explosion. Mais sitôt après l'explosion tu peux enlever tes lunettes. C'est le flash. On nous avait instruit. Mais c'est de toute beauté. On se demande comment une chose de toute beauté peut donner la mort. C'est terrible. C'était la surprise devant l'énormité de l'explosion. Je n'avais pas imaginé qu'une explosion pouvait être aussi énorme que cela.

Mme Unutea Hirshon : Vous connaissez l'histoire d'Hiroshima et Nagasaki, je suppose. Les explosions des Marshall Island où l'on faisait déjà des tirs.

M. Jacques-Denis Drollet : Oui, mais c'était pendant la guerre. Il y a aussi une chose. C'est que quand j'étais à l'Assemblée, à l'incitation de Gérard Coppénrath qui était conseiller à l'Assemblée, nous nous sommes élevés, nous avons protesté à titre individuel et à titre collectif contre les essais de Christmas. On ne nous a jamais répondu. Et nous avons fait des représentations officielles, il n'y a pas eu une réponse. Ca ne servait strictement à rien, parce que les Etats se moquent de nous.

Je n'ai jamais reçu d'information précise ou officielle, pour la seule raison que toute cette période baignait dans le secret militaire. Le secret militaire le plus absolu. Et nous savions que nous étions entourés d'agents, d'agents secrets qui nous espionnaient, on les appelait des barbouzes.

Je crois qu'aucun politicien n'avait reçu d'information précise, aucun, pour la seule raison que les français sont des timbrés. Le secret est une maladie française, et tout était secret. Ils nous donnaient des renseignements futiles et inutiles, pour nous tranquilliser. Ils nous invitaient par-ci, par-là. Moi, je suis allé à l'essai Bételgeuse, ça m'intéressait parce que en tant qu'ancien marin j'étais attiré par le porte-avion. Le porte-avion est un engin extraordinaire. Ces avions qui atterrissent, qui partent. Le fonctionnement, tout ça, moi j'ai été passionné par tout ça. Et j'ai beaucoup aimé ce voyage, ça n'a duré qu'une journée. On est allé à Hao, de Hao on a été embarqué sur le porte-avions et après le tir on a été amené à Hao où il y avait le grand ramdam pour le général de Gaulle bien sûr.

M. Jacques-Denis Drollet : Ce que je savais, c'est ce qui paraissait dans les journaux ici. Les journaux étaient mieux alimentés en information mais pas en profondeur, c'étaient déjà la Dépêche et Débat. Il y avait un journal qui s'appelait Débat.

La Commission : Quel était votre état d'esprit à l'époque sur les informations à propos des essais nucléaires que vous receviez des autorités du CEP ? Le doute et la confiance dans les experts ?

Je le répète, je n'ai jamais reçu aucune information ni écrite ni verbale. Pourtant j'en ai sollicité. Après Bételgeuse, j'ai été pris d'un doute et de remords, quant à la capacité de l'homme à maîtriser le feu qu'il déchaînait. J'ai été très secoué par cette explosion. Je me disais que je n'avais jamais rien vu de tel, peut-être au cinéma mais...

Quand on est sur un porte-avion et qu'on voit un champignon qui s'élève, c'est un spectacle merveilleux, en lui-même. C'est comme une boule argentée qui se développe et qui grandit, qui grandit, qui grandit. Et puis on a l'impression que c'est au-dessus de soi. Ca fait peur. J'ai eu des craintes. Et j'ai eu un sentiment de faiblesse.

Vous me demandez si je fais confiance en les experts ? Non je n'ai jamais fait confiance en les experts, quels qu'ils soient, car ils sont capables simultanément et successivement de soutenir une thèse et d'en soutenir le contraire. Et ils sont très coûteux.

(Rire)

Mme Unutea Hirshon : On va plus t'appeler expert. On va t'appeler gentil conseiller !

M. Jacques-Denis Drollet : Disons que les experts sont des êtres un peu spécial. J'en ai peur moi-même. Ils m'ont tellement raconté d'histoires, de salades...

M. Jacques-Denis Drollet : Alors vous me demandez si j'ai ressenti des pressions destinées à me faire admettre l'importance du CEP.

Je réponds oui. J'étais à Paris, en mission pour quémander quelques millions de francs, afin d'équilibrer notre budget territorial. J'ai sollicité à l'époque au total d'environ 30 millions. Dès que Foccart a appris que mes bons amis de l'AT m'avaient nommé rapporteur de ce dossier épineux, il me pria de me rendre à l'Élysée. Et là j'ai rencontré le Général De Gaulle qui me fit comprendre que pour les intérêts suprêmes de la nation, il était prêt à décréter que la Polynésie Française deviendrait « territoire stratégique militaire », doté d'un gouvernement militaire si nous n'accédions pas à sa demande de transfert. Ca c'est un scoop hein ?

Bruno Barrillot : Oui, à ce point là je savais pas !

Mme Unutea Hirshon : Je n'ai jamais entendu qu'il y avait eu cette menace. On t'a mal entendu Jacques, est-ce que tu peux répéter ce que tu disais, alors tu étais donc invité par Foccart, tu as rencontré le général de Gaulle ?

M. Jacques-Denis Drollet : Je réponds : Oui. J'étais à Paris, en mission pour quémander quelques millions de francs, afin d'équilibrer notre budget territorial. J'ai sollicité à l'époque au total environ 30 millions. Dès que Foccart apprit que mes bons amis de l'AT m'avaient nommé rapporteur de ce dossier épineux, il me pria de me rendre à l'Élysée. Et là j'ai rencontré le Général de Gaulle qui me fit comprendre que pour les intérêts suprêmes de ma nation, il était prêt à décréter que la Polynésie Française deviendrait territoire stratégique militaire, doté d'un gouvernement militaire si nous n'accédions pas à sa demande de transfert. Et comme ce Général n'a pas la réputation de plaisanter, j'ai pris la menace ou le chantage au sérieux.

Vous savez ce que c'est qu'un gouvernement militaire ? C'est des généraux à la tête des services, des colonels et tout, voilà...

Mme Unutea Hirshon : On en avait déjà avec l'hôpital.

M. Jacques-Denis Drollet : L'hôpital, l'hôpital ce n'était pas tellement pour les besoins de l'Etat. Moi au contraire je ne suis pas médecin. Si on avait des médecins militaires, c'était nécessaire et ce sont d'excellents médecins. Alors sur ce côté-là je serais moins catégorique.

Mme Unutea Hirshon : Jacques, fort de la pression que tu avais reçue là bas, du général De Gaulle. Donc, à ton retour, tu as partagé avec les autres ?

M. Jacques-Denis Drollet : Non, alors je te dis ceci : nous avons précédemment tellement lutté et payé cher pour nos acquis démocratiques que dans mon esprit, je conçus de lâcher du lest pour éviter le trouble d'un gouvernement militaire. On m'a toujours appris que quand le poisson est trop gros au bout du fil il faut lâcher. Quand il devient trop fort, il faut donner du nylon. Alors nous venions de lutter pendant de longues années pour acquérir, parce que à la sortie de la guerre nous avons encore des « sujets ». Les Australes et les Iles Sous le Vent n'étaient que des « sujets ». Nous nous sommes bagarrés pour que tous aient la citoyenneté. Et tous les acquis démocratiques l'ont été de longues luttes. Un gouvernement colonialiste n'apporte rien. Il faut lutter. Nous avons lutté et nous avons acquis de nombreuses mesures démocratiques intéressantes. Et quand le général de Gaulle me dit, qu'il nous colle un gouvernement militaire si vous n'êtes pas gentil, alors à ce moment là je commence à avoir des frissons, parce que j'ai profondément conscience du rôle que je peux jouer dans ces circonstances. Je suis éducateur, j'ai été politicien, je n'ai pas hésité un instant. Et quand j'ai une idée j'y vais, et si je dois quitter je pars.

A ce moment, mon parti politique le RDPT fut interdit par la France. Il se fractionna en une partie importante de ses conseillers à l'AT qui créèrent le Here Aià.

Alors de retour de Paris, à Tahiti, pendant près de 3 mois, j'ai couru après John Teariki et Jacques Tauraa. Parce que moi j'étais resté RDPT, un peu au banc de cette équipe là. Et j'ai couru après eux pour qu'ils me disent ce qu'ils voulaient, parce que c'était eux les décideurs. Et conscient de la situation que je leur ai exposé, ils décidèrent l'un John Teariki - notez bien ça c'est important - de louer ces deux atolls Moruroa et Fangataufa à la France pour 20 millions et pendant 10 ans. Parce qu'on nous avait dit partout que les essais allaient durer 10 ans. Pourquoi 10 ans ? Parce qu'il y avait des clauses d'investissement, et qu'il fallait les rentabiliser. Alors John Teariki proposait de louer les atolls de Moruroa et Fangataufa à la France pour 20 milliards de CFP et de récupérer les atolls après. Ne sachant pas lui-même comme nous que ça deviendrait des atolls dangereux. On ne savait pas. Et l'autre côté, Jacques Tauraa, lui, proposait de les vendre tout simplement pour 20 milliards également. Ensuite on en parle plus, ça appartient à la France, on en discute plus. Deux atolls perdus. On avait une vague idée de la proximité de Mangareva, des atolls autour. Mais ils n'arrivèrent jamais à se mettre d'accord, ni Teariki ni Jacques Tauraa. Ils avaient bien sûr leur comité à eux, leurs hommes de confiance et ils discutaient entre eux, mais ils ne sont jamais arrivés à un accord et nous avons approché la forclusion des 90 jours fatidiques.

Mme Unutea Hirshon : Il est intéressant de voir l'approche de John Teariki, parce que c'était un homme d'affaires. Donc pour trouver 20 milliards, comment ils sont arrivés à ce chiffre ? 20 milliards pour 10 ans ?

M. Jacques-Denis Drollet : Dix ans, c'est 2 milliards par an. C'est le calcul. C'est moi qui leur ai dit que ça durera 10 ans. Mais Teariki ne voulait pas vendre, il voulait récupérer ces îles. Teariki était un véritable opposant au CEP. Jacques Tauraa, lui il s'en foutait.

M. Jacques-Denis Drollet : Alors, j'ai réuni la commission, elle était composée de 5 membres, il y avait Alexandre Legayic, Rosa Raoulx, Félix Tefaatau et Charles Lehartel et moi. Moi j'en étais Président. Bon il faut dire qu'entre vendre et acheter, j'ai décidé, en toute conscience, de donner Moruroa et Fangataufa, en espérant que jamais la France n'oublierait le service que nous lui rendions sur ce plan. Plutôt que de vendre ou de louer. J'ai pris la décision que vous connaissez c'est-à-dire de remettre ces atolls à la France en toute gratuité en espérant que la France ne nous oublierait pas. Alors, dans la commission permanente, c'est intéressant, Rosa Raoulx et Alexandre Legayic et moi-même avons voté pour, et Lehartel et Félix Tefaatau, subissant des pressions se sont abstenus, en disant - c'était un mardi, je m'en souviens - que si la séance se tenait le vendredi ils voteraient pour. Va savoir pourquoi.

Mme Unutea Hirshon : Ils étaient de quel parti ces deux là ?

M. Jacques-Denis Drollet : Here Aià. Moi j'étais un RDTP et Alexandre et Rosa étaient de l'UDSR. Alors, je dois dire que la décision acquise en commission permanente a été confirmée par l'adoption du rapport d'activité de la commission permanente dans la séance suivante. Personne n'a bougé. Ils avaient déplacé le rapport de la séance plénière vers la commission permanente, ils m'avaient nommé rapporteur et ainsi le rapport d'activité de la commission permanente est allé en séance plénière. Il a été adopté à l'unanimité.

Mme Unutea Hirshon : Qui t'avait nommé rapporteur ?

M. Jacques-Denis Drollet : Teariki et Tauraa...En séance plénière.

Mme Unutea Hirshon : Et c'est vous qui aviez décidé de retirer ce rapport pour le mettre en commission permanente ?

M. Jacques-Denis Drollet : Moi je n'étais pas là. J'étais à Paris. Ils m'ont nommé in absentia. Ils m'ont joué un joli tour. D'ailleurs le secrétaire général m'a appelé et m'a dit : « Jacques peut-être que les mecs t'ont bien entubé ! »

Bruno Barrillot : On dit qu'il y a eu des pressions du gouverneur pour que ça passe de l'Assemblée à la commission permanente.

M. Jacques-Denis Drollet : Je n'étais pas là. Ce rapport n'a pas traîné en assemblée plénière. Il n'a pas traîné. Il arrivait juste à une césure. A une fin de session. René Leboucher avec qui j'étais très ami m'a téléphoné, pour me prévenir. Et je n'ai pas eu le temps de me retourner. A mon hôtel j'avais déjà une demande pour me rendre à l'Elysée.

Mme Nicole Bouteau : Moi je voulais vous demander : l'information que vous nous avez donnée dans le cadre de votre rencontre avec le général de Gaulle lorsque vous étiez en mission à Paris, cette information où il avait entre guillemets fait un chantage de gouvernement militaire en Polynésie. C'est une information : lorsque vous êtes revenu en Polynésie , est-ce que vous l'avez transmis aux autres décideurs politiques locaux ?

M. Jacques-Denis Drollet : Oui, exactement. Et c'est pour ça qu'ils ont pris ça aux sérieux, parce que j'ai réussi à leur insuffler l'idée d'un danger d'un gouvernement militaire installé ici pour on ne sait plus pour combien d'années. Et le retour en arrière parce que... alors oui je leur en ai parlé. J'en ai parlé même aux gens qui étaient en face, à Vanizette, Rudy Bambridge, eux ils s'en foutaient. Mais John Teariki et Jacques Tauraa on pris ça au sérieux. Ils n'en voulaient pas non plus. Ils ne voulaient pas des bombes, et ils ne voulaient pas des militaires.

Mme Nicole Bouteau : Et cette information, en fait, est restée officieuse, c'est pas quelque chose qui a été dit publiquement. Vous l'avez gardé en information plus interne aux décideurs.

M. Jacques-Denis Drollet : Nous en avons beaucoup discuté en commission. Donc je me rappelle que les discussions c'était surtout entre membres du Here Aià et moi. C'était très difficile.

Mme Nicole Bouteau : Alors, je ne comprends pas, parce que les 2 membres qui se sont abstenus sont membres du Here Aià.

M. Jacques-Denis Drollet : Oui.

Mme Nicole Bouteau : Et vous nous disiez qu'à l'époque les gens du Here Aià étaient Teariki et Tauraa ?

M. Jacques-Denis Drollet : C'était les dirigeants.

Mme Nicole Bouteau : Voilà. Mais ils n'ont pas eu d'influence sur leurs deux élus ?

M. Jacques-Denis Drollet : Je crois que c'est pour cela qu'ils se sont abstenus. Quand ils m'ont dit qu'ils voteraient si la séance avait lieu le vendredi. Je n'ai pas cru un instant qu'ils le feraient. Ils se sont abstenus, simplement.

La Commission : Ce qui est aussi nouveau dans ce que vous nous avez dit, il ne me semble pas l'avoir lu quelque part, c'est le fait qu'on vous a dit que cela durerait 10 ans.

M. Jacques-Denis Drollet : Oui, alors, à l'époque il y avait le gouverneur Sicurani qui était directeur de Cabinet du ministre de la guerre que j'ai rencontré à Paris, à qui j'ai posé des questions bien précises. D'abord c'était à propos de la Légion. Ils envoyaient la Légion ici. Et moi je voyais pas pourquoi ils envoyaient la Légion. La légion n'avait pas bonne réputation à l'époque. Elle s'est avérée être un corps correct mais je me suis un peu opposé à la venue de la Légion. Mais au moment où il me disait : « Bon c'est d'accord , la légion n'ira pas à Tahiti », elle embarquait à Marseille. On a été roulé dans la farine, quelque part. Et le gouverneur Sicurani à qui j'ai demandé combien de temps ces essais ? Parce que c'est toujours la durée qui est importante. La durée est liée à la contamination possible. Il m'a dit 10 ans. Il ne pouvait pas dire 20 ans, il ne pouvait pas dire 100 ans, ça aurait été refusé. Et il nous expliquait cela en disant : « Vous comprenez, nous allons investir beaucoup d'argent, on a 3 à 4 ans pour se préparer et ensuite on a au maximum 1, 2 tirs par an. Alors qu'ils ont fait des tirs comme ils voulaient. J'ai vu qu'en cours de route ils ont changé ils ont fait des tirs sous l'atoll.

La Commission : Avez-vous eu l'occasion de manifester publiquement des objections à l'implantation du CEP ?

M. Jacques-Denis Drollet : j'ai demandé des confirmations complémentaires d'experts indépendants. Oui, en 1995, au moment de la reprise des essais, j'ai écrit au président de la République pour manifester ma désapprobation. Je pensais que une fois arrêté c'était fini. Mais seulement j'estime que Chirac a fait reprendre les essais uniquement pour le confort de Bouygues et pour embêter les Américains. Ces 6 essais n'ont servi à rien. C'était complémentaire. C'était peut-être des engins qui traînaient à Moruroa qu'on a fait exploser : je ne sais pas trop, vous savez mieux que moi. Mais pour moi, c'était surtout pour le confort de Bouygues.

Je n'ai jamais eu accès à des documents confidentiels pour la seule raison que c'était ultra secret. J'étais catalogué communiste. Oui j'étais catalogué communiste, personnage louche dont il fallait se méfier. Alors que je sois libre penseur, c'est écrit sur la tombe de mon arrière grand-père. Mais que je sois communiste ça ne va pas ça. Que j'ai des tendances de gauche, quand on est instituteur laïc près des familles, on est toujours un peu de gauche, on ne peut pas faire autrement. Quand on est préoccupé par la santé des enfants, par la santé des familles, car un instituteur est très concerné par ça. Oui, mais être communiste, ça ne m'intéressait pas du tout. Au contraire, je suis, je suis proaméricain mais démocrate, pas républicain.

La Commission : Comment dans le cadre de vos relations politiques, aviez-vous des discussions sur les questions nucléaires ?

M. Jacques-Denis Drollet : On avait bien sûr des discussions, mais ça tournait autour d'énormes discussions mais on n'est pas experts...

La Commission : Pensez-vous de bonne foi, en fonction des informations qui vous avaient été données, que l'installation du CEP permettait le développement économique et social de la PF ?

M. Jacques-Denis Drollet : Je vous réponds oui, de bonne foi. Le pays était sous développé. A la sortie de la guerre ce pays était sous développé, il était sous administré, il était sous équipé, il était sous éduqué. La France n'avait pas fait grand-chose, ni en Calédonie, ni à Wallis. Le Pacifique c'était le bout du monde. La France n'avait pratiquement rien fait. Alors je le répète, ce pays était sous développé, sous administré, sous équipé, sous éduqué. Et je pensais réellement que la manne du CEP allait nous aider à surmonter nos retards. Et je pense que cela s'est réalisé, mais dans le désordre, dans le désordre politico administratif, de telle sorte que nous devons maintenant faire face à des problèmes structurels importants. C'est ce que je pense, réellement.

La Commission : Pensez-vous aujourd'hui qu'un bilan soit nécessaire sur cette période de l'histoire de la Polynésie ?

M. Jacques-Denis Drollet : Je dis oui. Il faut le faire. Et c'est ce que vous êtes en train de faire.

La Commission : Pensez-vous que ceux qui conduiront à l'avenir la Polynésie devront prendre des dispositions particulières au niveau de la santé publique, de l'environnement de la surveillance des anciens sites d'essais en dessous du sol ?

M. Jacques-Denis Drollet : Je dis oui. Il faut. C'est une nécessité. Oui il faut demander à la France de le faire, de payer.

La Commission : Quelles mesures ou dispositions ou mesures vous sembleraient utiles pour la construction de l'avenir de ce pays ?

M. Jacques-Denis Drollet : Alors là. J'ai mon petit couplet. Il faut préparer psychologiquement la population de Tahiti à vivre le statut des îles Cook, et commencer dès maintenant à créer un climat mental favorable à cette démarche. C'est le maximum qu'on peut faire. Je suis trop français et trop américain et je pense que on ne peut pas aller plus loin. Il faut rester lié à l'histoire et la seule façon d'avancer c'est le statut des îles Cook.

Mme Unutea Hirshon : L'Etat associé.

M. Jacques-Denis Drollet : Oui, l'Etat associé. La France est une nation intéressante. Mais ça, ça demande à ce qu'on explique, c'est comme en pédagogie. Mais est-ce que ça sert à quelque chose si

l'auditoire a été mis en état de dépendance ? Ca a toujours été mon grand désarroi, de savoir si ma classe recevait ce que je transmettais.

Ca marche dans les deux sens. Et ici c'est la même chose. Est-ce que les gens vont accepter ? Et est-ce que la France va accepter ? Parce que la France a une grosse part, non seulement morale, de responsabilité. Ils ne peuvent pas nous lâcher maintenant. Moi je dis qu'il faut avancer, qu'il faut progresser, mais ne jamais oublier d'où l'on vient et ce que l'on a vécu. Faut jamais oublier.

Mme Unutea Hirshon : Bon alors Jacques, une des conclusions apportées dans ce rapport c'est justement de pouvoir associer le pays à la surveillance de Moruroa et Fangataufa. Il faut que nous ayons des gens d'ici. On a quelques étudiants maintenant qui sont formés, il y a le laboratoire de Malardé aussi. Enfin il faudrait qu'on puisse associer une équipe du pays...

M. Jacques-Denis Drollet : Il ne faut pas avoir confiance aux militaires. Ils vous raconteront toujours ce qu'on leur dira de raconter. Ce n'est pas de leur faute, ils sont des transmetteurs de consignes et de directives. Il ne faut pas leur faire confiance. Il faut que nous ayons nos propres médecins, chercheurs, scientifiques, mais ça coûtera cher. Il faudra en tous les cas essayer de trouver un terrain d'entente avec les Français. Je pense qu'on pourra trouver une bonne résonance en France en allant comme vous faites, graduellement, et on pourra trouver une entente.

M. Jacques-Denis Drollet : J'ai oublié. Je me souviens que nous sommes retournés à Paris pour rencontrer le Premier ministre Pompidou et puis ensuite le général de Gaulle. Je me souviens qu'il y avait Poroi, Rudy Bambridge, Vanizette .

Mme Unutea Hirshon : C'était la deuxième fois que tu y allais...

M. Jacques-Denis Drollet : C'était la deuxième fois, la première fois j'étais seul. Et il nous a reçu. J'ai eu l'impression que c'était un peu comme Napoléon... Alors le gouverneur commençait à parler et à exposer les choses et ça a énervé De Gaulle. Il lui a dit : Mr le Gouverneur nous sommes ici pour causer, causons. Et puis il a passé la parole à Poroi. Poroi a dit : Nous vous remercions, etc...et il a fait un long discours. Bon ! on nous avait dit de parler et puis « pfuiit ». Alors il a parlé à Poroi et Poroi a dit : Merci pour tout ce que vous allez faire pour nous. Bambridge la même chose. Et puis quand c'est arrivé à John Teariki, John Teariki a dit : Nous sommes opposés à la bombe. Il a été net. John a dit : on en veut pas. Prenez vos bombes, allez vous installer ailleurs. Ca John c'est un opposant permanent.

Mme Unutea Hirshon : Il l'a dit en Français ?

M. Jacques-Denis Drollet : Oui. Après c'est Jacques Tauraa. Alors on nous avait dit d'appeler le général « Mon général » ou « Monsieur le Président ». Alors Jacques Tauraa se lève et puis il a dit « Mon général président » (rires). Il a ajouté : Vous savez nos pasteurs protestants sont opposés. Et c'était vrai.

Alors, le général a bien écouté et puis il m'a passé la parole. Alors moi j'ai rappelé au général qu'il y avait des investissements promis. Il avait un crayon et il notait. Et il a noté tout, j'avais une liste de 10 demandes, à la fin il a dit : le lycée vous l'avez, la route traversière vous l'avez, ils sont en train de la faire... Il a répondu favorablement pratiquement à toutes les demandes. Et puis après il nous a dit : Bien, eh bien voilà ! J'ai décidé d'installer en Polynésie française le centre d'expérimentation et puis il a dit à Teariki : Certes vous avez eu une attitude nette, claire, mais je vous demanderais de demander à vos pasteurs protestants s'ils peuvent empêcher les explosions américaines, anglaises et russes, alors à ce moment là j'arrêteraient les miennes. Puis il nous a dit au revoir.

Rudy nous a d'abord conduit à Matignon. Le ministre de l'intérieur s'appelait Frey, c'était paraît-il un calédonien. Ce qui m'a frappé c'est que Rudy est allé l'embrasser, ils se connaissaient en Calédonie parce que Rudy a fait ses études secondaires là bas. Alors de là nous sommes passés chez Pompidou, et la seule chose que Pompidou a défendu avec ardeur, c'était l'installation du Club Med à Moorea. Oui, parce que Pompidou, le Club Med, à cette époque, c'était Elie de Rothschild, et Pompidou sort de chez Rothschild, alors il voulait absolument obtenir de nous des concessions, un accord.

M. Jacques-Denis Drollet : Autre question : On sait le taux de cancer de la thyroïde ici ? C'est surtout ça qui... Il y a un certain nombre d'années, c'est un problème que j'ai initié, que j'ai lancé, que j'ai suivi. Un docteur est allé aux Australes pour voir le problème et il en a déduit que c'était la nourriture

qui était riche en protéine végétale. Et j'étais très étonné après l'étude, d'entendre ce docteur me dire, parce que j'étais des Australes, j'avais un cancer parce qu'aux Australes il y a beaucoup de thyroïdite qui sont dues à la consommation de taro. C'est le taro qui provoque les thyroïdites ! Et vous, vous dites, c'est plutôt vos retombées dans les taros.

Il est vrai qu'à cette époque là c'était encore des médecins militaires. C'est le professeur Charles qui m'a opéré. Mais je me demande si quelque part ils ne transforment pas les choses, mais je n'ai aucune assurance de ça, je ne suis pas versé dans les sciences. Mais ce qui serait intéressant de savoir c'est le pourcentage de la thyroïde, surtout aux Australes. J'ai l'impression que les Australes ont été contaminées